

## **Document 1**

C'est un séisme sans bruit. Un effondrement silencieux qui saperait les soubassements de notre société. Les cathos ont le blues, disent-ils. Ils se sentent mal aimés, moqués, méprisés. Incompris. Mais, pour Danièle Hervieu-Léger, la crise est plus grave. Dans son dernier essai, *Catholicisme, la fin d'un monde* (Bayard), paru le 10 avril, la sociologue des religions n'annonce rien de moins que l'imminente désintégration de l'Eglise. Et, au-delà, c'est tout le modèle même de l'institution catholique, fondatrice de nos références culturelles et charpente de nos structures étatiques, qui serait en voie de délitement. Selon Danièle Hervieu-Léger, nos représentations de l'autorité, de la famille, de la justice, de l'école, imprégnées, dupliquées même de l'ordre ecclésial, sont en train de muter, laissant l'Eglise seule, en « état d'apesanteur », à continuer de fonctionner selon un système aujourd'hui battu en brèche. Et les valeurs chrétiennes de solidarité, d'égalité des personnes, de liberté

## **Document 2**

Ses fidèles le sentent, ses clercs s'en plaignent : l'Eglise n'est plus en odeur de sainteté aux yeux des Français. A qui la faute et y a-t-il moyen d'y remédier ? Un historien, un évêque, une sociologue, un jésuite et un journaliste répondent. Les cathos ont le blues. Mgr Louis-Marie Billé, président de la Conférence épiscopale, l'a lui-même reconnu lors de la dernière assemblée des évêques de France, en novembre : « Les temps sont rudes ». Les temps sont rudes, et pas seulement parce que l'Eglise compte ses fidèles sur les doigts d'un clergé clairsemé. Pas seulement parce que ces prêtres vieillissants qui attendent la relève ne voient rien venir à l'horizon.

individuelle, de droits de l'homme ont si profondément infusé dans notre culture démocratique que leur première messagère, l'Eglise, s'en trouve presque dépossédée, comme le diagnostiquait Marcel Gauchet.

La thèse, cinglante et polémique, met cependant hors de cause l'institution dans ses agissements, ses stratégies et ses discours. Par ailleurs, elle ne manque pas de préciser que la fin de l'institution en France ne signifie pas la fin du catholicisme, ni ne doit occulter la bonne santé de l'Eglise hors des frontières européennes. Si cela risque de déplaire à certains prélats, il s'avère cependant partagé par quelques intellectuels catholiques : « Nous sommes passés d'une civilisation holiste à une société où dominent les modèles individualistes, où personne - ni le politique, ni le judiciaire, ni le religieux - ne rassemble, estime le jésuite Henri Madelin, rédacteur en chef de la revue *Etudes*.

Pas seulement parce que les petits-enfants de ce peuple chrétien aux cheveux gris se souviennent à peine qu'on les a baptisés. Là n'est pas le pire. Non : ce que Louis-Marie Billé dénonçait à l'automne, c'est « une sorte d'antichristianisme », nourri du sentiment collectif que « le christianisme a donné ce qu'il était en mesure de donner, mais qu'il n'a plus sa place dans le paysage ». Constat amer que partage l'académicien René Rémond, auteur, avec Marc Leboucher, du *Christianisme en accusation* (Desclée de Brouwer), dont le succès atteste le malaise des fidèles. On y dit tout haut ce que beaucoup murmurent depuis

quelque temps: la France n'aime plus ses catholiques. Ou, du moins, ces derniers ne s'y sentent plus en odeur de sainteté. C'est incontestable : les humoristes ne prennent guère de gants avec l'image d'un pape aux opinions jugées rétrogrades. Sûr aussi que l'Eglise, désacralisée, n'est pas plus épargnée par les critiques que les institutions laïques. Que l'imagerie chrétienne inspire les publicitaires. Le philosophe jésuite Paul Valadier n'hésite pas, lui, à écrire, dans *Un christianisme d'avenir* (Seuil) : «On

### **Document 3**

Alors que l'islam ou le judaïsme ne font pas partie du patrimoine culturel de la majorité d'entre nous, sans doute brocarde-t-on le christianisme à la mesure du sentiment de filiation qui nous lie à lui. Et l'on n'a jamais tant écrit, filmé, débattu à propos de la personne de Jésus. Mais, parce qu'ils connaissent l'état exact de l'institution, clercs et pratiquants supportent mal cet effet d'optique. Car si, selon les sondages, deux tiers des Français se rangent eux-mêmes dans la catégorie «catholiques», de 10 à 15% d'entre eux seulement - pas les plus jeunes - assistent encore régulièrement à la messe hebdomadaire. Les cathos pratiquants se savent minoritaires et, à ce titre, réclament le respect. Lucides, ils n'ignorent pas que leur Eglise n'a plus la volonté ni les moyens de régir la société. Pourtant, certains réflexes anticléricaux semblent avoir la vie dure : à l'automne 2000, le gouvernement a exigé des instances européennes le remplacement des termes « héritage religieux » par ceux de « patrimoine spirituel » dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union. Cette décision a suscité l'indignation des milieux chrétiens : plus de 70 personnalités ont signé une pétition de

n'oserait guère avancer les jugements dépréciatifs ou caricaturaux qu'on porte sur l'Eglise à l'égard des musulmans, et encore moins des juifs, ou alors on s'exposerait à des levées de boucliers bien orchestrées.» Faut-il néanmoins voir dans cet état de fait le signe d'une disgrâce ou d'un mépris ? Les cathos sont-ils aussi injustement traités que certains d'entre eux semblent le penser ? Après tout, *Qui bene amat bene castigat* (Qui aime bien châtie bien)...

protestation lancée par l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*. Pour la sociologue des religions Danièle Hervieu-Léger, cet escamotage est une «balourdise de première catégorie» : « C'est le fait de pressions de petits cercles durs à la recherche d'un nouveau souffle pour la laïcité, qui s'imaginent qu'ils le trouveront en cognant sur la religion ». Une laïcité qui y perdrait pourtant sa raison d'être : selon Hippolyte Simon, elle est, « vis-à-vis du christianisme, comme le lierre avec son arbre : elle en a besoin pour vivre et se développer. Mais, si elle étouffe, elle risque fort d'être entraînée dans sa chute. »